



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.167/2
du 18 avril 2016

advies 59.167/2
van 18 april 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
17 novembre 1994 relatif aux
comptes annuels des
entreprises d'assurance et de
réassurance'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
17 november 1994 op de
jaarrekening van de
verzekerings- en
herverzekerings-
ondernemingen'

Le 24 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 avril 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 avril 2016.

*

Op 24 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 1994 op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekerings- ondernemingen.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 april 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} évoque, à titre de fondement juridique, l'article 92, § 3, 1°, du Code des sociétés. Or, cette disposition autorise uniquement le Roi à étendre le champ d'application des règles qu'il adopte, en vertu de l'article 92, § 1^{er}, du Code des sociétés, aux sociétés d'assurances ou de réassurance. Tel n'est cependant pas l'objet du présent projet.

Avec l'accord du délégué du Ministre, l'on constate que le projet trouve son fondement juridique dans l'article 199, alinéa 2, de la loi du 13 mars 2016 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance'.

Au même alinéa, la référence à l'article 92 du Code des sociétés sera dès lors omise et remplacée par une référence à l'article 199, alinéa 2, de la loi du 13 mars 2016.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Article 34quinquies, § 4, en projet

1. L'article 34quinquies, § 4, en projet, prévoit que la Banque nationale de Belgique « peut » dispenser des entreprises d'assurance de l'obligation de doter la provision complémentaire à supposer que celles-ci répondent à une exigence de ratio prévue par le texte en projet (alinéa 1^{er}), voire à des conditions complémentaires que la Banque nationale de Belgique « peut » fixer « lorsque celles-ci sont rendues nécessaires par la situation de l'entreprise et les conditions du marché » (alinéa 2).

L'utilisation du verbe « pouvoir » est source d'ambiguïté. Il laisse à penser que la Banque nationale de Belgique disposerait d'une simple faculté d'octroyer lesdites dispenses quand bien même l'entreprise répondrait aux conditions fixées par l'article 34quinquies, § 4, alinéa 1^{er}, et en vertu de l'article 34quinquies, § 4, alinéa 2, ou que la Banque nationale de Belgique ne serait pas tenue d'imposer des conditions complémentaires quand bien même celles-ci seraient rendues nécessaires par la situation de l'entreprise et les conditions du marché.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que l'utilisation du verbe « pouvoir » n'a pas pour objet de conférer à la Banque nationale de Belgique un pouvoir d'appréciation qui irait au-delà de l'examen des conditions fixées par ou en vertu de l'article 34quinquies, § 4, mais renvoie à la compétence qui est ainsi octroyée à la Banque nationale de Belgique de délivrer des autorisations de dispense.

L'utilisation du verbe « pouvoir » n'est cependant pas nécessaire pour ce faire. La simple utilisation des verbes « dispenser » et « imposer » à l'indicatif présent suffit ¹.

Le délégué du Ministre évoque également le souci que cette dispense ne soit accordée qu'à la demande expresse des entreprises.

Afin de rencontrer cette préoccupation, il est proposé de rédiger le paragraphe 4 comme suit :

« Par dérogation au paragraphe 3, la Banque nationale de Belgique dispense les entreprises d'assurances, à la demande de celles-ci, de l'obligation de doter la provision complémentaire [...].

La Banque nationale de Belgique impose des conditions complémentaires pour l'octroi ou le maintien de cette dispense lorsque celles-ci sont rendues nécessaires par la situation de l'entreprise et les conditions du marché ».

2. L'article 34quinquies, § 4, alinéa 1^{er}, en projet subordonne la dispense de dotation à la condition que les entreprises d'assurance concernées aient

« un ratio suffisant de couverture de l'ensemble de leurs exigences en fonds propres réglementaires telles que définies par ou en application de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, et ce sans faire appel aux mesures transitoires prévues par les articles 665 et 666 de ladite loi ».

La notion de ratio « suffisant » paraît renvoyer à un concept vague, source d'insécurité juridique.

Interrogé sur la portée de cette condition, le délégué du Ministre précise que le caractère suffisant du ratio s'apprécie au vu des exigences de la loi du 13 mars 2016. En d'autres termes, dès lors qu'une entreprise répond aux exigences de la loi du 13 mars 2016, le ratio doit être considéré comme suffisant. Cela ne ressort cependant pas clairement de la formulation utilisée par l'article 34quinquies, § 4, alinéa 1^{er}, en projet. Le texte ne se réfère, en effet, à la loi du 13 mars 2016 qu'en ce qui concerne la définition des exigences en fonds propres réglementaires.

L'auteur du projet est, dès lors, invité à revoir le dispositif afin de clarifier celui-ci et le rapport au Roi sera adapté en conséquence.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2.

Article 34quinquies, § 5, en projet

1. L'article 34quinquies, § 5, alinéa 2, en projet, prévoit que la Banque nationale de Belgique « peut » autoriser l'entreprise à reprendre toute ou une partie de la provision constituée, dans certaines conditions.

Une remarque similaire à l'observation n° 1 formulée ci-dessus sur l'article 34quinquies, § 4, doit être faite.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient de modifier le dispositif afin d'écrire ce qui suit, les passages modifiés ou ajoutés apparaissant en italique :

- à l'article 34quinquies, § 5, alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er} ², la Banque nationale de Belgique *autorise* l'entreprise, *à la demande de celle-ci*, à reprendre toute ou une partie de la provision constituée [...] ».

- à l'article 34quinquies, § 5, alinéa 3 :

« La Banque nationale de Belgique *refuse*, en outre, d'accorder l'autorisation visée à l'alinéa 2 si elle estime que celle-ci met en péril la situation financière, la solvabilité ou les résultats de l'entreprise ».

2. À l'alinéa 2, le Conseil d'État se demande s'il ne serait pas plus clair d'insérer l'adjectif « complémentaire » entre les mots « provision » et « constituée ».

3. L'article 34quinquies, § 5, alinéa 2, e), se réfère à la notion d'« assuré ».

Cette notion est définie par l'article 15, 19°, de la loi du 13 mars 2016, qui renvoie lui-même à l'article 5, 17°, de la loi du 4 avril 2014 'relative aux assurances'. Elle se distingue de celle de « bénéficiaire » du contrat d'assurance définie par l'article 15, 20°, de la loi du 13 mars 2016 ou de « preneur d'assurance » définie par l'article 15, 18°, de la loi du 13 mars 2016.

À supposer que l'auteur du projet souhaite viser d'autres personnes que celles couvertes par la notion d'« assuré » au sens de l'article 5, 17°, de la loi du 4 avril 2014, celui-ci est invité à revoir le dispositif en se référant aux notions usuelles du secteur telles que définies, notamment, par l'article 15 de la loi du 13 mars 2016 et l'article 5 de la loi du 4 avril 2014.

Article 2

1. De manière générale, il est recommandé, pour exprimer l'existence d'une obligation, de ne pas employer le verbe « devoir » ou des expressions analogues mais de conjuguer simplement le verbe de l'action envisagée à l'indicatif présent ³.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, b).

L'auteur du projet est, par exemple, ainsi invité à rectifier en ce sens le dispositif des paragraphes 4 et 5.

2. À l'article 34*sexies*, § 7, alinéa 2, en projet, il serait plus clair de préciser que la date prise en considération dans cette disposition est celle du 11 décembre 2001.

3. À l'article 34*sexies*, § 7, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'omettre la lettre « k » dans les mots « constantes k, s, g et c ».

Article 3

Compte tenu de l'article 199, alinéa 3, de la loi du 13 mars 2016, aux termes duquel « [l]a Banque peut, par voie de règlement pris en application de l'article 12*bis*, § 2, de la loi du 22 février 1998, préciser les modalités d'application des règles définies par les arrêtés royaux visés à l'alinéa 2 », l'article 34*octies* en projet est inutile et l'article 3 doit être omis.

En outre, une disposition qui ne fait que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'a en principe pas sa place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique de la disposition reproduite pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit la règle peut la modifier⁴.

Article 4

L'article 203 de la loi du 13 mars 2016 prévoit que

« La Banque peut, pour certaines catégories d'entreprises d'assurance ou de réassurance ou dans des cas particuliers, autoriser des dérogations aux règles prévues aux articles 199, alinéa 2, et 201 ».

L'article 4 du projet prévoit l'insertion d'un nouvel article 50*quater*, aux termes duquel

« La Banque nationale de Belgique peut, pour certaines catégories d'entreprises d'assurance et de réassurance ou dans des cas particuliers, autoriser des dérogations aux dispositions du présent arrêté. L'usage de ce pouvoir ne peut porter préjudice à la directive 91/674/CEE du Conseil du 19 décembre 1991 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance ».

L'on constate que la première phrase de cette nouvelle disposition constitue une simple application de l'article 203 de la loi du 13 mars 2016. L'arrêté en projet est, en effet, adopté en vertu de l'article 199, alinéa 2, de la loi du 13 mars 2016. La Banque dispose donc déjà de la faculté d'autoriser des dérogations aux règles prévues par le projet en vertu de l'article 203

³ *Ibid.*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2.

⁴ *Ibid.*, recommandations n°s 80 à 82

de la loi du 13 mars 2016 sans qu'il soit nécessaire de réitérer cette habilitation au sein du projet, et ce également pour le motif exposé dans l'observation formulée sur l'article 3.

Quant à la seconde phrase de l'article 50^{quater} en projet, elle doit être lue à la lumière du même article 203 de la loi du 13 mars 2016, qui ne peut avoir conçu l'habilitation conférée au Roi comme L'autorisant à ne pas respecter la directive 91/674/CEE, laquelle s'impose en outre sur la base de la primauté du droit européen.

Cette seconde phrase est donc également superflue. Par conséquent l'article 4 sera omis.

OBSERVATIONS FINALES

1. Dès lors que les articles 1^{er} et 2 du projet tendent à remplacer, en ce qui concerne les règles comptables, l'article 31 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 et l'annexe VI de l'arrêté royal du 22 février 1991 et que ces dispositions sont désormais dépourvues de fondement légal d'un point de vue prudentiel, il convient d'abroger celles-ci expressément.

2. Les phrases liminaires des articles 1^{er} et 2 doivent être complétées par la mention de l'historique des dispositions modifiées ⁵.

*

⁵ *Ibid.*, recommandations n^{os} 113 à 115.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid wordt als rechtsgrond artikel 92, § 3, 1°, van het Wetboek van Vennootschappen vermeld. Die bepaling houdt voor de Koning evenwel alleen de machtiging in om de regels die Hij op grond van artikel 92, § 1, van het Wetboek van Vennootschappen vaststelt ook te laten gelden voor de verzekerings- of herverzekeringsmaatschappijen. Dat is evenwel niet de bedoeling van dit ontwerp.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontwerp zijn rechtsgrond blijkt te ontleen aan artikel 199, tweede lid, van de wet van 13 maart 2016 'op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen'.

In datzelfde lid behoort de verwijzing naar artikel 92 van het Wetboek van Vennootschappen bijgevolg te vervallen en te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 199, tweede lid, van de wet van 13 maart 2016.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Ontworpen artikel 34quinquies, § 4

1. Het ontworpen artikel 34quinquies, § 4, bepaalt dat de Nationale Bank van België de verzekeringsondernemingen “kan” vrijstellen van de verplichting tot dotatie aan de aanvullende voorziening op voorwaarde dat ze voldoen aan een eigenvermogensvereiste bepaald in de ontworpen tekst (eerste lid), of zelfs aan aanvullende voorwaarden die de Nationale Bank van België “kan” opleggen “wanneer de toestand van de onderneming en de marktvoorwaarden dit noodzakelijk maken” (tweede lid).

Het gebruik van het werkwoord “kunnen” leidt tot onduidelijkheid. Het wekt de indruk dat het de Nationale Bank van België zou vrijstaan die vrijstellingen al dan niet toe te kennen, zelfs wanneer de onderneming zou beantwoorden aan de voorwaarden die vastgesteld worden bij artikel 34quinquies, § 4, eerste lid, en op grond van artikel 34quinquies, § 4, tweede lid, of dat de Nationale Bank van België niet verplicht zou zijn bijkomende voorwaarden op te

leggen, zelfs wanneer de toestand van de onderneming en de marktvoorwaarden dit noodzakelijk zouden maken.

Uit de toelichting van de gemachtigde van de minister blijkt dat het werkwoord “kunnen” niet gebruikt wordt om aan de Nationale Bank van België een beoordelingsbevoegdheid op te dragen die verder zou reiken dan het onderzoek van de voorwaarden die vastgesteld worden bij of op grond van artikel 34*quinquies*, § 4, maar dat daarmee verwezen wordt naar de bevoegdheid die aldus aan de Nationale Bank van België verleend wordt om vrijstellingen toe te kennen.

Daarvoor is het evenwel niet nodig het werkwoord “kunnen” te gebruiken. Het volstaat eenvoudigweg gebruik te maken van de werkwoorden “vrijstellen” en “opleggen” in de tegenwoordige tijd.¹

De gemachtigde van de minister vermeldt eveneens dat het de bedoeling is die vrijstelling alleen op uitdrukkelijk verzoek van de ondernemingen toe te kennen.

Teneinde aan die bedoeling te beantwoorden, wordt voorgesteld om paragraaf 4 als volgt te stellen:

“In afwijking van paragraaf 3, stelt de Nationale Bank van België de verzekeringsondernemingen op hun verzoek vrij van de verplichting tot dotatie aan de aanvullende voorziening (...).

De Nationale Bank van België legt aanvullende voorwaarden op voor de toekenning of het behoud van die vrijstelling wanneer de toestand van de onderneming en de marktvoorwaarden dit noodzakelijk maken.”

2. Het ontworpen artikel 34*quinquies*, § 4, eerste lid, stelt de vrijstelling van de verplichting tot dotatie afhankelijk van de voorwaarde dat de:

“reglementaire eigenvermogensvereisten [van de verzekeringsondernemingen in kwestie] als vastgelegd in of met toepassing van de wet van [13 maart 2016] op het statuut van en het toezicht op verzekerings- of herverzekeringsondernemingen voldoende gedekt zijn zonder dat zij een beroep moeten doen op de overgangsmaatregelen van de artikelen 665 en 666 van de genoemde wet.”

Het begrip “voldoende” gedekte reglementaire eigenvermogensvereisten lijkt te verwijzen naar een vaag concept, wat tot rechtsonzekerheid kan leiden.

Naar aanleiding van een vraag over de strekking van die voorwaarde, heeft de gemachtigde van de minister gepreciseerd dat de vraag of de reglementaire eigenvermogensvereisten voldoende gedekt zijn beoordeeld wordt in het licht van de vereisten van de wet van 13 maart 2016. Met andere woorden, zodra een onderneming voldoet aan de vereisten van de wet van 13 maart 2016, moeten de reglementaire eigenvermogensvereisten geacht worden voldoende gedekt te zijn. Zulks blijkt evenwel niet duidelijk uit de formulering die gehanteerd wordt in het ontworpen artikel 34*quinquies*, § 4, eerste lid. De tekst verwijst immers

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

alleen voor de definitie van de reglementaire eigenvermogensvereisten naar de wet van 13 maart 2016.

De steller van het ontwerp wordt dan ook verzocht om het dispositief aldus te herzien dat het duidelijker wordt gesteld en om het verslag aan de Koning dienovereenkomstig aan te passen.

Ontworpen artikel 34quinquies, § 5

1. Het ontworpen artikel 34quinquies, § 5, tweede lid, bepaalt dat de Nationale Bank van België onder bepaalde voorwaarden “kan” toestaan dat de onderneming de samengestelde voorziening geheel of gedeeltelijk terugneemt.

Hierbij dient een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als de opmerking nr. 1 die *supra* bij artikel 34quinquies, § 4, gemaakt is.

Met het oog op de rechtszekerheid moet het dispositief in de volgende bewoordingen gesteld worden, waarbij (de gewijzigde of toegevoegde passages cursief weergegeven zijn):

- artikel 34quinquies, § 5, tweede lid:

“In afwijking van het *eerste* lid², *staat* de Nationale Bank van België, *op verzoek van de onderneming, toe dat deze* de samengestelde voorziening geheel of gedeeltelijk terugneemt (...).”

- artikel 34quinquies, § 5, derde lid:

“Bovendien *weigert* de Nationale Bank van België de in het *tweede* lid bedoelde toestemming te verlenen indien zij van oordeel is dat die toestemming de financiële positie, de solvabiliteit of de resultaten van de onderneming in gevaar brengt.”

2. Met betrekking tot het tweede lid vraagt de Raad van State zich af of het voor de duidelijkheid niet beter zou zijn om tussen de woorden “samengestelde” en “voorziening” het adjectief “aanvullende” in te voegen.

3. Artikel 34quinquies, § 5, tweede lid, e), verwijst naar het begrip “verzekerde”.

Dat begrip is gedefinieerd in artikel 15, 19°, van de wet van 13 maart 2016, welke bepaling zelf verwijst naar artikel 5, 17°, van de wet van 4 april 2014 ‘betreffende de verzekeringen’. Dat begrip valt niet samen met het begrip “begunstigde” van de verzekeringsovereenkomst, dat gedefinieerd is in artikel 15, 20°, van de wet van 13 maart 2016, of met dat van “verzekeringnemer”, dat gedefinieerd is in artikel 15, 18°, van de wet van 13 maart 2016.

² *Beginselen van de Wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 72, b).

Indien de steller van het ontwerp wenst te verwijzen naar andere personen dan die welke vallen onder het begrip “verzekerde” in de zin van artikel 5, 17°, van de wet van 4 april 2014, wordt hij verzocht het dispositief te herzien door te verwijzen naar de in de sector gangbare begrippen zoals die gedefinieerd zijn inzonderheid in artikel 15 van de wet van 13 maart 2016 en in artikel 5 van de wet van 4 april 2014.

Artikel 2

1. Voor het weergeven van een verplichting, verdient het, algemeen gesproken, aanbeveling geen gebruik te maken van het werkwoord “moeten” of soortgelijke uitdrukkingen, maar wel van het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft, vervoegd in de tegenwoordige tijd.³

De steller van het ontwerp wordt aldus bijvoorbeeld verzocht om het dispositief van de vierde en de vijfde paragraaf in die zin te verbeteren.

2. Het ontworpen artikel 34*sexies*, § 7, tweede lid, zou duidelijker zijn indien gepreciseerd zou worden dat 11 december 2001 de datum is die in deze bepaling in aanmerking genomen wordt.

3. In het ontworpen artikel 34*sexies*, § 7, derde lid, moet de letter “k” weggelaten worden uit de zinsnede “constanten k, s, g en c”.

Artikel 3

Gelet op artikel 199, derde lid, van de wet van 13 maart 2016, luidens welke bepaling “[de] Bank [...], bij reglement vastgesteld met toepassing van artikel 12*bis*, § 2, van de wet van 22 februari 1998, de toepassingsmodaliteiten [kan] vastleggen van de regels bepaald in de in het tweede lid bedoelde koninklijke besluiten”, is het ontworpen artikel 34*octies* overbodig en moet artikel 3 weggelaten worden.

Bovendien hoort een bepaling die enkel een hogere rechtsregel in herinnering brengt door die over te nemen of te parafraseren, in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepaling en erdoor verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regel kan worden gewijzigd door de overheid die de regel overneemt.⁴

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 80 tot 82.

Artikel 4

Artikel 203 van de wet van 13 maart 2016 luidt als volgt:

“Voor bepaalde categorieën van verzekerings- of herverzekeringsondernemingen of in specifieke gevallen kan de Bank afwijkingen toestaan van de in artikel 199, tweede lid, en artikel 201 bedoelde regels.”

Bij artikel 4 van het ontwerp wordt een nieuw artikel 50^{quater} ingevoegd dat luidt als volgt:

“De Nationale Bank van België mag voor bepaalde categorieën van verzekerings- en herverzekeringsondernemingen of in specifieke gevallen, afwijkingen van de bepalingen van dit besluit toestaan. Indien zij van deze bevoegdheid gebruikmaakt, mag dit geen afbreuk doen aan Richtlijn 91/674/EEG van de Raad van 19 december 1991 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van verzekeringsondernemingen.”

De eerste zin van die nieuwe bepaling blijkt een loutere toepassing van artikel 203 van de wet van 13 maart 2016 te zijn. Het ontworpen besluit wordt immers vastgesteld op grond van artikel 199, tweede lid, van de wet van 13 maart 2016. Krachtens artikel 203 van de wet van 13 maart 2016, beschikt de Bank dus reeds over de mogelijkheid om afwijkingen toe te staan op de regels waarin het ontwerp voorziet, zonder dat die machtiging hoeft te worden herhaald in het ontwerp, en dit eveneens om de reden die uiteengezet is in de opmerking over artikel 3.

De tweede zin van het ontworpen artikel 50^{quater} moet zijnerzijds gelezen worden in het licht van hetzelfde artikel 203 van de wet van 13 maart 2016, waarbij de aan de Koning verleende machtiging niet opgevat kan worden als een mogelijkheid voor Hem om richtlijn 91/674/EEG niet na te leven, welke richtlijn bovendien bindend is op grond van de voorrang van het Europees recht.

Ook die tweede zin is dus overbodig. Artikel 4 dient bijgevolg te vervallen.

SLOTOPMERKINGEN

1. Aangezien het de bedoeling is dat de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, wat de boekhoudkundige regels betreft, in de plaats komen van artikel 31 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 en van bijlage VI van het koninklijk besluit van 22 februari 1991, en aangezien de laatstgenoemde bepalingen vanuit prudentieel oogpunt voortaan geen rechtsgrond meer hebben, dienen ze uitdrukkelijk opgeheven te worden.
2. De inleidende zinnen van de artikelen 1 en 2 moeten worden aangevuld met de vermelding van de ontstaansgeschiedenis van de gewijzigde bepalingen.⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 tot 115.